



L'ÉDITO

PIERRE-ALAIN BRENZIKOFER
pabrenzikofer@journaldujura.ch

ARS: ces petites phrases qui en disent long

On nous rétorquera qu'à défaut de la nuit, le week-end peut porter conseil. Et que le baroud d'honneur – où se disputaient qualité et pertinence – livré hier par la totalité des élus romands et de la gauche pourrait convaincre quelques bourgeois de changer leur fusil d'épaule. Ne rêvons toutefois pas trop, tant il est vrai qu'il est certains signaux de fumée qui ne trompent pas. À moins d'un miracle, donc, le crédit de 550 000 fr. destiné à ce projet de mise en réseau des arts de la scène du Jura bernois sera froidement renvoyé au gouvernement mardi prochain. Oui, il faut bien jouer les Cassandre...

Au terme de la discussion entamée hier, certains élus francophones n'hésitaient pas à parler de mépris. Voire d'indifférence, ce qui est encore pire. Mais il y a plus grave encore. Notamment ces petites phrases qui ne trompent pas. Des exemples?

«Toutes les régions du canton doivent être traitées de la même façon!» Une citation radicale – du parti du même nom – qui en dit long sur l'importance que d'aucuns accordent au statut particulier du Jura bernois.

Et vous n'avez pas encore tout subi! «Il convient surtout d'attendre le vote de Moutier. A ce moment, on pourra rediscuter fondamentalement du statut du Jura bernois.» A l'origine de cette perle, lourde de signification et de menaces, un élu Vert libéral, formation décidément plus poujadiste que verte ou même libérale...

Face à d'aussi sournoises provocations, les élus du Jura bernois ne s'y sont pas trompés. «Cette affaire pourrait en provoquer une autre, beaucoup plus grave», a asséné le Vert Pierre Amstutz en faisant évidemment allusion aux répercussions d'un renvoi sur le vote communaliste de Moutier.

«Ne commettez pas ce faux pas! Faites preuve d'intelligence et de clairvoyance», a presque imploré la présidente de la Députation Anne-Caroline Graber. L'intelligence et la clairvoyance. Des mots hélas fort galvaudés par les temps qui courent. Forcément d'aucuns nous rétorqueront qu'ils nous l'avaient bien dit. Ce qui ne fait pas avancer le schmilblick, dans l'immédiat.

Rien que par provocation, on se contentera d'imaginer ce que pourrait être le canton de Berne sans ses Romands. En son temps, un certain Mario Annoni avait parlé d'une lente «argovisation», ce qui n'était certes pas un compliment. Nous y reviendrons...

Un probable coup d'arrêt pour le projet ARS

ARTS DE LA SCÈNE Le Grand Conseil a entamé hier l'examen du projet de mise en réseau des arts de la

scène du Jura bernois, le fameux projet ARS. Le verdict ne tombera que mardi. Mais à vue de nez,

une majorité de députés devraient renvoyer ce crédit de 550 000 francs. Un miracle se produira-t-il? **PAGE 8**

«Les graffs indiquent si un endroit vit culturellement»



JULIEN BAUMANN

BIENNE Alors que les autorités tirent un bon bilan de leur programme anti-tags, le graffeur biennois Sèyo prépare une nouvelle expo à l'Ancienne Couronne. Portrait d'une culture qui a marqué Bienne avec l'un de ses plus éminents représentants. **PAGE 3**

BIENNE
Le label du bilinguisme au Centre hospitalier

PAGE 4

HORLOGERIE
Longines tire parfaitement son épingle du jeu

PAGE 10



HAUT-VALLON
Halte au dépôt sauvage des déchets

PAGE 11

SOMMAIRE

Divertissement	PAGE 2
Avis mortuaires	PAGE 15
Sorties	PAGE 17
TV	PAGE 26



9771424962007 50047



STÉPHANE GERBER

BÉVILARD Près de 180 baigneurs à la fête, mais aucun Alémanique

Suite au renoncement du canton du Jura, la journée scolaire «Jeux dans l'eau» n'était plus interjurassienne cette année. Près de 180 élèves du Jura bernois y ont pris part hier à Bévillard. Reste que l'activité était aussi ouverte aux Alémaniques. Sans succès. **PAGE 14**



KEYSTONE

HOCKEY SUR GLACE «Important que l'on retourne aux bases de notre jeu»

Le HC Bienne entre dans «une petite crise», admet l'entraîneur Kevin Schläpfer, qui ne reçoit du reste aucune pression de la part des dirigeants après trois défaites consécutives. Il faut s'appuyer à nouveau sur un plan de jeu clair, explique-t-il sereinement. **PAGE 19**

8 GRAND CONSEIL

JURA BERNOIS Le projet de mise en réseau des arts de la scène dans le Jura bernois semble avoir du plomb dans l'aile. Mais le verdict ne tombera que mardi. Suspense, suspense...

Au fil de l'ARS? Non, sur le fil du rasoir

PIERRE-ALAIN BREZIKOFER

Sans vouloir forcément jouer les prophètes de mauvais augure, force est d'admettre que le projet de mise en réseau des acteurs culturels du Jura bernois a du plomb dans l'aile, si on tient compte de la première heure de débat que lui a consacré le Grand Conseil. Certes, le verdict ne tombera que mardi. Mais avec toutes les gougues d'ail brandies hier contre ARS, l'espoir s'ame- nuse.

Porte-parole de la majorité de la commission de la Formation qui prône le renvoi de ce dossier, l'agriculteur de Trubschachen Samuel Krähenbühl a eu l'élégance de s'exprimer uniquement en français... mais pour mieux faire voler en éclats les espérances des Romands: «Je sais qu'en demandant le renvoi de ce crédit de 550 000 fr, nous avons été fortement critiqués dans les médias du Jura bernois», a-t-il persiflé en faisant allusion au Journal du Jura. Nous n'avons rien contre le CJB et la population du Jura bernois. Mais je suis sûr que cette population pourrait comprendre notre point de vue si elle était correctement informée», n'a-t-il pas eu peur d'asséner.

Peur de la bureaucratie

A part ça, il n'aurait rien contre la culture, mais quand même un peu plus un peu contre ces structures fixes qui constitueraient, selon lui, une grosse part du crédit. La bureaucratie, ce mal qui répand la terreur? «Le syndicat de communes pourrait bien assumer cette partie du job», a-t-il analysé. A ses yeux, le canton ne doit y aller de ses deniers que si des communes ou des tiers participent à la facture. Un projet suprarégional? Mais alors, pourquoi le Jura n'y va-t-il pas de ses deniers? Et pourquoi n'a-t-on pas appelé les Neu-



Si on s'en tient au résultat intermédiaire des délibérations, les arts de la scène du Jura bernois sont plutôt mal barrés... LDD

châtelois à la rescousse?

«Oui, nous souhaitons que l'on envisage bel et bien la participation des communes et du Jura. Notre démarche est constructive, car nous voulons éviter une nouvelle inflation bureaucratique.»

Et qu'on ne vienne pas lui parler de Moutier. L'homme est certain que les gens de la ville-ville n'auraient rien contre une participation financière du Jura, «même s'ils sont pour le Jura»...

Dans les rangs du PBD, on s'est beaucoup interrogé, paraît-il. On avoue certes ne rien avoir contre la culture, mais on juge difficile de déceler l'utilité directe de ce projet pour ladite culture. «Franchement, cette mise en réseau est-elle nécessaire? Nous y décelons beaucoup de bureaucratie et d'administration, sans rapport direct avec la culture.»

Bref, sans dire vraiment non, on en appelle toutefois à un cofi-

nancement...

Héraut de l'UDC, Mathias Müller, d'Orvin, qui avait pour ambition, comme bilingue, de pouvoir représenter le Jura bernois au gouvernement, a dressé un réquisitoire assez violent contre le projet. Et de s'en prendre aux deux collaborateurs prévus, à

que, et même de la camionnette pour la mobilité: «Du crédit, il ne restera pas grand-chose pour la culture», n'a-t-il pas eu peur de prétendre. Selon ses calculs, il ne resterait que 200 000 balles à cette fin. Inutile, dans ce contexte chagrin, d'ajouter que les UDC diront non au crédit, à l'ex-

gagé, affirmant, eux aussi, que les communes doivent passer à la caisse: «Toutes les régions du canton doivent être traitées de la même manière», a tranché leur porte-parole en faisant fi du statut particulier. Et qu'on ne vienne même pas leur parler du Palace bernois, qui pourrait être remis en question d'après leurs sources.

Le calice jusqu'à la lie

Les Verts libéraux ont encore enfoncé un peu plus le clou. Fondamentalement, ces gens-là se disent même opposés aux droits particuliers au Jura bernois.

«Attendons déjà le vote de Moutier! Après, on pourra fondamentalement rediscuter du statut du Jura bernois!»

Eh oui, on est là. On renvoie quand même au texte ci-dessous pour des arguments plus positifs. A mardi pour le jugement dernier! ●

«Attendons déjà le vote de Moutier. Après, on pourra fondamentalement rediscuter du statut du Jura bernois...»

LES VERTS LIBÉRAUX

la nécessité de rédiger des communiqués, de créer un site internet, de publier une brochure, sans même parler de la logisti-

ception de leurs représentants romands.

Sans énumération, les radicaux ont tenu à peu près le même lan-

Des Romands unanimes et une gauche plutôt visionnaire...

MINORITAIRE Porte-parole de la minorité de la commission, c'est un Peter Gasser (PSA, Bévillard) très pugnace qui a répété pour la énième fois que la loi sur les activités culturelles prévoyait bel et bien que ce dossier pouvait être mené à bien indépendamment d'un cofinancement par des tiers. Il a aussi rappelé qu'il était prévu de collaborer avec le CREA de Delémont et le Palace de Bienna. Quant à Pro Helvetia, qui loue un projet de qualité, il financera ARS à raison de 150 000 fr. Par contre, le député a jugé irréaliste de confier la coordination au nouveau syndicat de communes, cette institution ne créant rien en matière de culture: «Tout le contraire d'ARS, véritable moteur de création.»

Evoquant la non-participation du Jura, il a glissé que comme le Gouvernement bernois avait choisi de se retirer du projet CREA, ce dernier sera financé uniquement par le Jura à hauteur de 30 millions, plus un coût de gestion annuel de deux millions: «A terme, le Jura édifiera le CREA et Bienna retrouvera son Palace. Le Jura bernois, lui, apportera le contenu et la matière grise sans augmentation des crédits qui lui sont dévolus, puisqu'ARS sera entièrement financé par l'enveloppe du CJB, comme la loi l'autorise. Enfin, 70% de la somme allouée sera con-

crée à la création pure. Ce n'est pas anodin.»

DÉPUTATION UNANIME Présidente de la Députation, Anne-Caroline Graber (UDC, La Neuveville) a rappelé que sa troupe soutenait le projet à l'unanimité, à l'exception de la Seelandaise Béatrice Struchen qui s'est abstenue: «Le CJB et le CAF se sont aussi montrés unanimes. J'y décelé une forte volonté des Romands de développer leurs infrastructures culturelles. Ces 550 000 fr. sont sans commune mesure avec le coût du CREA.»

L'oratrice a aussi évoqué les synergies avec Delémont et Bienna pour arriver à la conclusion que le principe de subsidiarité ne s'appliquait pas aux projets suprarégionaux: «Il n'y aura aucune dépense supplémentaire pour le canton.»

La députée a aussi souligné la «forte dimension politique» de ce dossier pour asséner qu'il serait particulièrement malvenu de le faire capoter dans le contexte actuel: «Ne faites pas ce faux pas. Faites preuve d'intelligence et de clairvoyance!» Héraut du PS, Roberto Bernasconi (Malleray) a soufflé à ses congénères que Berne était un canton bilingue, que ce bilinguisme ne s'arrêtait pas à la traduction, mais bien à la prise en compte d'une différence culturelle:

«Or, ici, il s'agit justement de culture. Le Jura bernois, faut-il le rappeler, a un statut particulier et une identité culturelle différente. Il convient, dans ce cas, de remplacer la subsidiarité par la suprarégionalité.»

Forcément, l'homme a asséné qu'un renvoi serait plus que dommageable.

Les Verts, qui tiennent à peaufiner chaque dossier, sont arrivés à la conclusion qu'ARS présupposait tout à la fois médiation culturelle, partage culturel de la population, art populaire, et on en oublie.

La participation financière des communes souhaitée par la majorité de la commission? «Hep, ARS ne prévoit pas l'existence de communes sièges. Reste qu'on peut parfaitement imaginer que dans certains projets, on pourra bel et bien obtenir l'aide de communes directement concernées.»

Moralité? Une opposition à la culture, où qu'elle soit, pourrait revenir comme un boomerang à la tête de ceux qui la pratiquent. «C'est un projet innovant, moderne, fédérateur et reconnu, a pour sa part martelé Patrick Gsteiger (PEV, Eschert). Il implique directement les acteurs culturels et est conçu régionalement, de concert avec le CREA et le Palace. Enfin, ce concept doit être encadré, ce qui n'a rien à voir avec la bureaucratie.»

EN VERT ET POUR TOUT Pierre Amstutz (Les Verts, Corgémont) a relevé qu'après avoir refusé le CREA de 30 millions, il serait mal perçu dans la région francophone qu'on dise niet à ARS: «La diversité culturelle y est de mise. On favorise la participation de la population et on accroît l'attractivité du canton. Le Jura bernois est peut-être une périphérie aux yeux de certains, mais le rayonnement culturel y est remarquable. Comme quoi, cette affaire pourrait en provoquer une autre, beaucoup plus grave. Si vous refusez ce dossier, vous vous tirez une sacrée balle dans le pied.»

Il faisait bien sûr allusion au vote communaliste...

Etienne Klopfenstein (UDC, Corgémont) a là-dessus rappelé que si ARS passait la rampe, aucune institution alémanique ne serait pénalisée. Enfin, l'ancien président du PS Roland Näf a tenu à clamer son entière confiance aux collègues du Jura bernois pour utiliser au mieux cet argent: «Ils savent mieux que nous ce dont ils ont besoin. C'est aussi ça, le fédéralisme. Et si on s'oppose à cela, on viole le principe fondamental de notre régime politique.»

Les opposants profiteront-ils du week-end pour méditer sur d'aussi saines paroles? Réponse mardi... ● PABR

PAS DE SOUTIEN Tant pis pour l'économie...

La droite bernoise serait-elle uniquement constituée de banquiers, de financiers au sens large et de maraîchers opulents? Même sous la forme moins contraignante du postulat, elle a refusé une motion de Maxime Zuber (PSA, Moutier), qui réclamait la création d'un fonds de soutien à l'économie d'exportation et au tourisme pour résister à la crise monétaire.

Nous ne reviendrons pas outre mesure sur cette intervention décrite en détail dans ces colonnes avant la session. Maxime Zuber faisait bien sûr allusion à l'abandon du taux plancher par la BNS, qui pénalise grandement les deux secteurs précités.

«Puisqu'on a refusé ma proposition de consacrer l'argent de la BNS à la réduction de la dette en 2015, je voterai en faveur de ce postulat», nous a confié Pierre-Alain Schnegg (UDC, Champoz). Quant au député radical de Villeret Dave von Kaenel, il s'est dit surpris qu'un soutien à l'économie locale n'ait pas l'appui de l'UDC et des Verts libéraux, notamment. Il a bien admis que les PME n'avaient pas les moyens de délocaliser, mais a-t-il asséné, elles peuvent parfaitement avoir recours à des sous-traitants étrangers...

Quant au directeur de l'Economie publique, Andreas Rickenbacher a rappelé l'importance du sujet et insisté sur le fait que tout le monde devrait être d'accord sur la nécessité de disposer de bonnes conditions cadres: «Le niveau des prix en fait partie dans un pays où on exporte énormément. Or, ces conditions cadres se sont beaucoup détériorées. Nous serons appelés à relever de gros défis dans les mois à venir. Et des emplois seront supprimés, même si ce n'est pas de manière spectaculaire. Mais sept postes de travail ici et dix là, cela fait beaucoup au bout du compte.»

Bref, le magistrat plaide, lui aussi, en faveur du postulat, pour permettre au gouvernement d'améliorer ces fameuses conditions. Et surtout pour réfléchir à la meilleure façon de concrétiser les aspirations de Maxime Zuber.

L'appel, toutefois n'a pas été entendu par la majorité. Comme quoi, même transformée en postulat, la motion Zuber a été rejetée par 84 voix contre 51 et 5 abstentions. ● PABR

MARCHÉ DU TRAVAIL Une loi rien que pour ça

Le plénum a accepté par 113 voix contre 6 et 19 abstentions une révision de la loi sur le marché du travail, qui porte principalement sur la protection des données dans le cadre de la collaboration institutionnelle. Les services sociaux, les offices régionaux de placement, l'AI, les autorités compétentes en matière de police des étrangers et d'asile, ainsi que le service de l'orientation professionnelle et personnelle échangent des informations sur les personnes qu'ils prennent en charge.

Cette loi en règle clairement les modalités. ● PABR